

Claude Bartolone : « La Seine-Saint-Denis est au bord de la crise de nerfs »

Article paru dans l'édition du 22.05.10

Claude Bartolone, président PS du conseil général, exprime le sentiment d'abandon des habitants du département

Claude Bartolone est président PS du conseil général de Seine-Saint-Denis depuis 2008. Egalement député, il s'alarme des tensions croissantes dans son département. Alors que Nicolas Sarkozy vient de nommer un nouveau préfet en Seine-Saint-Denis, le policier Christian Lambert, M. Bartolone avertit : « Nous sommes sur un baril de poudre », en comparant la situation à celle des émeutes de 2005.

- Comment se porte votre département ?

Nous sommes au bord de la crise de nerfs. A tout moment, la Seine-Saint-Denis peut revivre la crise de l'automne 2005 avec un embrasement de ses quartiers. Il y a une violence latente que l'on mesure tous les jours à travers ce que racontent les habitants, les enseignants, les policiers, les maires. Comme tous les élus, j'en viens à m'inquiéter quand il fait beau et chaud, quand s'annoncent des matchs de foot ou les fêtes du 14 juillet, parce que je sais qu'il s'agit de situations à risque. Je sais qu'à tout moment un contrôle d'identité peut déraiper et déboucher sur des émeutes, sur la mort d'un jeune ou d'un policier.

Si ça explose, comment ferons-nous face ? En 2005, nous avons pu compter sur les associations. Mais que reste-t-il du tissu associatif asséché par un gouvernement qui coupe les subventions ? Quant aux parents qui avaient été à nos côtés pour rappeler les enfants au calme, ils me le disent franchement : « Pourquoi le ferions-nous alors que les pouvoirs publics nous ont abandonnés ? »

- Pourquoi une telle tension ?

Parce que rien n'a changé dans la vie quotidienne. Les promesses n'ont pas été suivies d'effets. Les discours sur l'école, pour commencer. On a expliqué aux jeunes qu'il fallait faire des efforts, obtenir des diplômes. Sauf que, avec la crise, le taux de chômage parmi les diplômés explose. L'impact est désastreux et tout notre discours républicain sur l'exemplarité s'effondre. Qui avait raison ? Le jeune qui est resté sérieux, qui a travaillé à l'école pour obtenir des diplômes et qui est au chômage ? Ou celui qui avait choisi la facilité, l'argent de la drogue ou de la petite délinquance ? C'est un fait, le discours de ceux qui n'ont pas cru dans l'école trouve aujourd'hui trop d'écho auprès de notre jeunesse.

- La Seine-Saint-Denis dispose pourtant de territoires très performants économiquement...

C'est vrai, mais à côté de ces poches de développement économique, il y a des territoires complètement abandonnés. En Seine-Saint-Denis, il n'est pas rare qu'en traversant une rue, en changeant de trottoir, on passe d'un monde à l'autre. Un monde où la vie se déroule normalement, rythmée par le travail, où les gens perçoivent un salaire décent. Et en face, le monde des ghettos, où l'on survit comme on peut. « La vie normale » qui, jusque-là restait invisible, lointaine, est désormais à la fenêtre du ghetto. Visible mais toujours inaccessible. Cela n'a fait qu'accroître la colère des habitants. Ils ont le sentiment qu'on ne les laisse jamais monter dans le train de la République. Il est toujours trop tôt - en période de croissance, on leur oppose qu'ils ne sont pas assez qualifiés - ou trop tard - en période de crise, ils sont la variable d'ajustement.

- Vous utilisez le terme de ghettos. Pourquoi ?

Je revendique d'être une terre d'accueil. Le problème, c'est que dans les quartiers les plus en difficulté, seuls s'installent ceux qui n'ont pas le choix alors que s'enfuient tous ceux qui le peuvent. Quand j'entends le discours sur la « ghettoïsation », je réponds qu'on est déjà dans le ghetto. Dans les collèges, il y a des classes où un élève sur deux a des parents au chômage, où tous les élèves sont issus des minorités visibles et où les classes moyennes ne veulent pas envoyer leurs enfants. La discrimination est économique, sociale et raciale.

Les habitants croient-ils encore dans les hommes politiques ?

Les paroles lénifiantes sur le désenclavement, sur l'emploi, sur l'école, ne passent plus. Les habitants veulent des preuves. Or, que voient-ils aujourd'hui ? Les CAF sont obligées de fermer un jour par semaine parce qu'elles ont accumulé des milliers de dossiers en retard. Les listes d'attente des personnes qui auraient droit aux HLM ? De sept à dix ans. Un enseignement normal ? Il manque 500 professeurs et 1 800 journées d'enseignement sont perdues chaque année faute de remplaçant. La sécurité ? On compte une attaque de distributeur de billets à l'explosif tous les 15 jours, les atteintes sur les personnes n'ont jamais été aussi nombreuses et il manque 400 policiers. Les services de la préfecture sont complètement débordés, les files d'attente commencent parfois dès 5 heures, il faut cinq fois plus de temps qu'à Paris pour obtenir des papiers d'identité. Les habitants entendent les discours mais ils ont la preuve quotidienne qu'ils sont des citoyens de seconde zone.

- Que faire face à un tel constat ?

D'abord répondre à l'urgence. Il faut aider les plus faibles, leur donner les moyens de survivre à court terme, leur montrer qu'ils ne sont pas abandonnés. La politique de la ville ne peut être la seule réponse. On voit d'ailleurs que les rares moyens donnés à Fadela Amara ne pèsent rien face à la détérioration de la situation. Ce qu'il faut, ce sont des crédits de droit commun à la hauteur des enjeux. Il faut absolument intervenir pour les jeunes diplômés : réinstaller le cercle vertueux de l'école, du diplôme, de l'emploi, cette exemplarité sans laquelle on ne peut rien faire. Il faut redonner les moyens à l'éducation nationale pour fonctionner - le contraire de ce qui est fait par Nicolas Sarkozy.

- Le PS reste silencieux sur ses questions. Pourquoi ?

Les discours généraux ne sont plus audibles. Notre crédibilité vient de notre travail de terrain, de ce que font nos élus au quotidien, pas de grandes déclarations. Je suis d'ailleurs nettement plus en retrait sur le thème de la mixité sociale, qui ne peut pas se décréter. On ne peut se contenter d'un discours moral sur les stratégies d'évitement des écoles moins réputées. Soyons lucides : avec la casse des services publics par le gouvernement, il est devenu très difficile de changer la vie des adultes. Mais, au moins devons-nous leur garantir que leurs enfants ne connaîtront pas la même misère.

Propos recueillis par Luc Bronner

Le Monde.fr

- » A la une
- » Archives
- » Examens
- » Météo
- » Emploi
- » Newsletters
- » Talents.fr
- » Depeches
- » Forums
- » Culture
- » Carnet
- » Voyages
- » RSS
- » Sites du groupe
- » Opinions
- » Blogs
- » Economie
- » Immobilier
- » Programme
- » Le Post.fr
- Télé

Le Monde

- » Abonnez-vous à partir de 17 €
- » Le journal en kiosque



© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Index | Aide